

**OBJET CŒUR VERT FAMILIAL DE SAINT-DENIS**  
**(hors projet de Parc Aquatique)**

**ARRETE PREFECTORAL N°13/553/SG/DRCTCV PORTANT AU TORISATION**  
**AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DU CŒUR VERT FAMILIAL**

---

**AMENAGER DES ESPACES DE LOISIRS, DE DETENTE ET DE CONVIVIALITE**

**I CONTEXTE**

Dans le cadre du projet d'aménagement du site intitulé « Cœur Vert Familial », la Ville de Saint-Denis en lien avec la CINOR s'engage sur un programme d'aménagement, d'équipement communal et communautaire.

Ce projet s'étend depuis le Front-de-Mer de Saint-Denis et longe la Ravine Patates-à-Durand à l'Est jusqu'à la Trinité. Il s'étend à l'Ouest jusqu'à la Croisée des Ravines.

La Ville de Saint-Denis et la CINOR ont confié le pilotage de l'ensemble des aménagements à un mandataire, la SIDR.

**II DEROULEMENT DE L'ENQUETE PUBLIQUE**

Selon l'arrêté préfectoral n°12-1629/SG/DRCTCV en date du 12/10/2012, il a été procédé sur la Ville de Saint-Denis à l'ouverture d'une enquête publique concernant le projet d'aménagement et d'équipements publics « Cœur Vert Familial ».

Elle s'est déroulée du 05/11 au 05/12/2012 inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture de l'administration.

Le 10/01/2013, le Commissaire Enquêteur a émis un avis favorable à la réalisation du projet « Cœur Vert Familial » sur le territoire de la Commune de Saint-Denis, au titre du Code de l'Environnement (article L.214-2 et suivants).

Le 23/02/2013, le Conseil Municipal a pris acte de l'avis favorable du Commissaire Enquêteur à la réalisation du projet « Cœur Vert Familial »

Le 29/03/2013, le CODERST (Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques) a examiné ce dossier et émis un avis favorable.

## Rapport n° 13/2-06

Le 19/04/2013, la Préfecture a émis l'arrêté préfectoral n° 13-553/SG/DRCTV portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement pour la réalisation des travaux du « Cœur Vert Familial ».

Je vous demande, en conséquence, de prendre acte :

- de l'avis favorable du CODERST sur le dossier d'étude d'impact et loi sur l'eau ;
- de l'arrêté préfectoral n° 13-553/SG/DRCTV, enregistré le 19/04/2013, portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement pour la réalisation des travaux du « Cœur Vert Familial ».

Je vous prie de bien vouloir en délibérer

Accusé de réception en préfecture  
974-219740115-20130427-13206-1-b-DE  
Date de réception préfecture : 30/04/2013

Signé électroniquement par :  
Le Maire  
29/04/2013



Gilbert ANNETTE

**OBJET CŒUR VERT FAMILIAL DE SAINT-DENIS**  
**(hors projet du Parc Aquatique)**

**ARRETE PREFECTORAL N°13/553/SG/DRCTCV PORTANT AU TORISATION**  
**AU TITRE DE L'ARTICLE L. 214-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**  
**POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DU CŒUR VERT FAMILIAL**

---

**LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, Départements et des Régions, modifiée ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code des Marchés Publics ;

Sur le RAPPORT N°13/2-06 du Maire ;

Vu le rapport de Monsieur MAILLOT Gérald, 1er Adjoint, présenté au nom des Commissions Affaire Générale / Entreprise Municipale et Aménagement / Développement Durable ;

Sur l'avis favorable des dites Commissions ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**  
**(pas de vote)**

Prend acte :

- de l'avis favorable du CODERST sur le dossier d'étude d'impact et loi sur l'eau ;
- de l'arrêté préfectoral n° 13-553/SG/DRCTV, enregistré le 19/04/2013, portant autorisation au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'Environnement pour la réalisation des travaux du « Cœur Vert Familial ».

Accusé de réception en préfecture  
974-219740115-20130427-13206-2-b-DE  
Date de réception préfecture : 30/04/2013

Signé électroniquement par :  
Le Maire  
29/04/2013



Gilbert ANNETTE



## **PRÉFET DE LA RÉUNION**

**Préfecture**

**Direction des relations  
avec les collectivités territoriales  
et du cadre de vie**

**Saint-Denis, le 19 avril 2013**

**Bureau de l'environnement**

### **A R R Ê T É N° 13-553/SG/DRCTCV**

**Enregistré le 19 avril 2013**

**Portant autorisation au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement  
de la réalisation des travaux du cœur vert familial sur la commune de Saint-Denis.**

**LE PREFET DE LA REUNION**

**Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 122-1 et suivants, L. 123-1 et suivants, L. 211-1, L. 214-1 à L. 241-6 et R. 214-1 à R. 214-56;**

**VU le code général des collectivités territoriales;**

**VU le code de l'expropriation et notamment les articles R. 11-14-1 à R. 11-14-15 ;**

**VU l'arrêté du 13 février 2002 fixant les prescriptions générales applicables aux installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 3.1.3.0 (2°) de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;**

**VU le code civil et notamment son article 640 ;**

**VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) approuvé par arrêté préfectoral n°09-3220 du 07 décembre 2009 ;**

**VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 11/05/2012, présenté par la Société Immobilière du Département de la Réunion (S.I.D.R.), mandataire du groupement de commande ville de Saint-Denis et Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR), pour le compte de la commune de Saint-Denis, enregistré sous le n° 2012-46 et relatif à au cœur vert familial,**

**VU l'étude d'impact déposée au titre de l'article R. 122-8 du code de l'environnement reçu le 11/05/2012 ;**

**VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 25/09/2012 ;**

VU l'enquête publique réglementaire qui s'est déroulée du 05/11/2012 au 05/12/2012;  
 VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur déposés le 18/01/2013 ;  
 VU le rapport et les conclusions du service de la police de l'eau en date du 28/02/2013;  
 VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 28/03/2013;  
 VU le projet d'arrêté porté le 5 avril 2013 à la connaissance de l'exploitant ;  
 VU le courrier d'absence d'observations du pétitionnaire en date du 17 avril 2013 ;  
**CONSIDERANT QUE** les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;  
**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de La Réunion,

## **ARRETE**

### **OBJET DE L'AUTORISATION**

#### **Article 1 - Objet de l'autorisation**

Le pétitionnaire, la commune de Saint-Denis représentée par Monsieur le Maire de Saint-Denis, est autorisé en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération suivante : **Cœur vert familial** sur la commune de Saint-Denis, dans le cadre d'un groupement de commande ville de Saint-Denis et Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR).

Les rubriques définies au tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Autorisation
3.1.3.0	Plans d'eau, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha (A) 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha (D)	Déclaration

#### **Article 2 - Description des travaux**

**Programme des aménagements (voir plan en annexe) :**

Le programme comprend les aménagements suivants :

1. Plan d'eau et ponton en bois
2. Cascade du volcan
3. Cheminements de liaison entre le vélodrome et l'entrée ouest du parc urbain
4. Aire de glisse
5. Liaisons piétonne sous le boulevard sud

6. Balises urbaines
7. Verger pédagogique
8. Boulodrome
9. Jeux d'eau
10. Beach Stadium
11. Plateau des manifestations
12. Confortement du Skate parc
13. Passerelle enjambant la ravine patate à durand
14. 2 amphithéâtres (100-150 et 400 places)
15. 1 scène de 50 places
16. Aires de jeux
17. 3 kiosques touristiques
18. 3 rondavelles
19. Aires de pique nique
20. Cheminements de liaison entre le parc et le sentier du front de mer
21. Parcours de santé et parcours marmailles

### **Eaux pluviales**

Dans le cadre de l'aménagement, des noues d'infiltration seront créées. Elles sont destinées à la collecte des eaux de ruissellement issues des chemins piétons. C'est notamment le cas de la partie Est de la zone 4 et 5. La transparence et le fonctionnement hydraulique des écoulements seront maintenus.

La zone 1 ne fait l'objet d'aucun aménagement particulier : les écoulements naturels vers la ravine sont maintenus.

Le parking de 53 places sur la zone 3 situé dans le périmètre de protection rapproché du forage « trinité » devra être bitumé et assaini (débourbeur/déshuileur) avant rejet.

Les autres parkings seront enherbés et équipés de noues d'infiltration et de drains. Les eaux ainsi collectées seront évacuées en direction des réseaux EP existants. Il s'agit notamment du réseau de la rue du Frère Scubilion, le fossé de la rue des deux canons ou celui de la rue des poivriers.

Les eaux pluviales des principales zones imperméabilisées (Skate Park, parking zone 3,...) seront collectées via un nouveau réseau avant rejet dans le réseau existant. Il s'agit notamment de l'antenne de collecte située sur le parking proche du vélodrome et du fossé à ciel ouvert de la rue du frère Scubilion.

### **Plan d'eau**

Alimentée par une cascade qui dévale la pente du volcan, l'étendue est traversée par un ponton en bois reliant l'entrée principale du parc au cheminement piéton bétonné.

D'une surface d'environ 1500 m², le plan d'eau a été réalisé au niveau d'une dépression artificielle préexistante et est constitué de deux parties : un bassin et une zone de lagunage.

**Le bassin** d'une hauteur de 60 à 40 cm repose sur le terrain naturel recouvert d'une couche de remblai compacté (40 cm) et d'une couche de sable (15 cm), d'une bâche d'étanchéité en PVC doublée d'un feutre antipoinçonnement et d'un lit de gravier (15cm). Le bassin est agrémenté de blocs rocheux émergents décoratifs et devra être mis en lumière par des spots LED étanches immergés. Pour éviter tout gîte larvaire, des poissons y seront introduits.

**La zone de lagunage** d'une hauteur d'eau réduite à 10 cm repose sur le terrain naturel recouvert d'une couche de remblai compacté (40 cm) et d'une couche de sable (15 cm), d'une bâche d'étanchéité en PVC doublée d'un feutre antipoinçonnement et d'un lit de scorie (60cm). Le bassin est agrémenté de plantes aquatiques émergées. Pour éviter tout gîte larvaire, des poissons y seront introduits.

## **PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES**

### **Article 3 - Mesures d'évitement et de réduction d'impact**

#### **3-1 Eaux souterraines**

Les travaux de situent en partie sur le périmètre de protection rapproché du forage destiné à l'alimentation en eau potable « Trinité », autorisé par arrêté préfectoral n°02-441/SG/DAI/3 du 11 février 2012. Les prescriptions prévues dans ce dernier à l'article 4 - Périmètres de Protection devront être respectées (arrêté en annexe).

#### **3-2 Phase chantier :**

##### **Stationnement et entretien des engins :**

Les engins arrivant sur le chantier auront été préalablement révisés, lavés nettoyés.

En dehors des horaires de fonctionnement des engins de chantier, ces derniers devront être stationnés sur un géotextile (tissu absorbant) doublé d'un polyane (film plastique imperméable). Les zones de stationnement des engins devront être définies et délimitées à cet effet.

Le ravitaillement des engins, stationné sur un géotextile doublé d'un polyane devra être réalisé à l'aide de pompes à arrêt automatique.

Les opérations d'entretien léger ou de réparation devant être réalisées sur le site devront être effectuées sur un géotextile doublé d'un polyane. L'entretien ne pourra se faire sur le chantier qu'en présence d'un kit anti-pollution et dans la mesure où un dispositif de récupération des produits usés est amené sur place, puis évacué en direction d'une filière agréée.

En cas d'utilisation de brise roche hydraulique (BRH) dans le cadre des travaux, ceux-ci devront être stockés équipés de leur bouchon, sur un géotextile doublé d'un polyane.

Aucune opération lourde d'entretien ne devra être acceptée sur le site. Les engins devront être évacués le cas échéant.

Les éventuelles huiles usées et les liquides hydrauliques produits sur le chantier devront être récupérés, stockés dans des réservoirs étanches et évacués, par un professionnel, dans le respect du décret n°77-254 du 8 mars 1977 relatif à la réglementation des huiles et lubrifiants dans les eaux superficielles et souterraines.

##### **Stockage et transport des matières polluantes :**

Le stockage des matières et déchets polluants (huiles, carburants, déchets polluants, etc.) devra être interdit en dehors des emplacements aménagés à cet effet : citernes double enveloppe, plates-formes bétonnées couvertes et étanches avec rebords en béton permettant de recueillir un volume liquide au moins équivalent à celui des cuves de stockage. Conformément à la réglementation en vigueur, les fûts et bidons de matières polluantes sont dûment étiquetés.

##### **Maintien de la transparence hydraulique :**

L'implantation des installations de chantier et des zones de dépôts temporaires de matériaux de remblais tiendra compte des contraintes locales d'environnement et notamment de la localisation des zones de concentrations et d'écoulements des eaux de ruissellement (ravine lavedure, talweg de la zone 2, « cuvette » des zones 3 et 4).

##### **Limitation de la production de MES :**

L'adaptation du planning des travaux au calendrier climatique (pas de travaux durant la période du 15 décembre au 15 avril) et la limitation des surfaces défrichées et décapées, permettront de réduire le phénomène d'érosion et donc de pollution des eaux de ruissellement par les MES.

Par ailleurs, aucun rejet d'eaux pluviales issues du chantier ne pourra être effectué directement, sans traitement préalable. Aussi l'entreprise devra prévoir un dispositif d'assainissement

provisoire du chantier. Il devra être procédé à la mise en oeuvre d'un double réseau de fossés dès le démarrage des travaux :

- Fossés amont aux installations de chantier et zone de travaux, dimensionnés pour une pluie biennale. Ces eaux non polluées (fossé extérieur) seront rejetées dans le milieu naturel sans traitement particulier ;
- Les eaux de plate-forme (fossé intérieur installation de chantier et zone de travaux) devront être rejetées au milieu naturel après décantation et filtration dans un bassin équipé de barrages filtrants en géotextile.

Les eaux de rejet satisfieront aux caractéristiques définies ci-après :

- matières en suspension (MES) inférieures à 150 mg/l
- PH compris entre 5,5 et 9.

#### Eaux souterraines – protection du forage Trinité :

L'implantation des installations de chantier tiendra compte des contraintes locales d'environnement et notamment de la présence de ce forage. Aucune opération d'entretien ou de ravitaillement d'engin, aucun stationnement de dehors des heures de travail, ni aucun stockage de matières polluantes (même en présence des dispositifs de protection cités précédemment) ne devront être tolérés dans l'emprise du périmètre de protection du forage.

#### Travaux à proximité de l'endiguement de la ravine patate à Durand :

Toutes les mesures de précaution et de protection nécessaires devront être mises en oeuvre pour assurer la protection du canal de la ravine patate à Durand lors des travaux. Une attention devra être notamment portée aux opérations de remodelage et de talutage prévues le long du boyau, en partie haute de la zone 4, portion Est. Celles-ci devront être réalisées manuellement, ou à l'aide de petits engins dont le poids n'est pas susceptible de fragiliser l'ouvrage.

#### Réduction de la pollution lumineuse :

Les travaux de réalisation du projet de Cœur Vert Familial devront être exclusivement réalisés de jour. A ce titre, aucune mesure de réduction de la pollution lumineuse n'est envisagée.

#### Stockage des déchets verts :

Il devra être mis en place une zone de stockage temporaire des déchets verts issus du débroussaillage (avant enlèvement, destruction ou élimination) afin de laisser à la faune cachée dans ces déchets (endormis, insectes...) le temps de s'échapper et de reconquérir le site (laps de temps minimum de dépôt 4 à 5 jours).

#### Qualité de l'air :

Les principales mesures pour limiter les nuisances durant les travaux sont les suivantes :

- adaptation des horaires de chantier aux périodes de forte fréquentation (fin d'après midi, début de soirée, mercredi, week-end et jours fériés) ;
- mise en place de clôtures bâchées tout autour des interventions génératrices de poussières et arrosage systématique des pistes de circulation pour limiter l'envol et la dispersion des poussières.

#### Flore :

Les arbres et arbustes existants se trouvant à proximité immédiate des zones d'activité devront être préservés.

Seuls les petits engins de type minipelle sont autorisés aux abords immédiats des massifs et plantations existantes.

Toute circulation d'engin est interdite dans les secteurs plantés et engazonnés.

Les circulations pour l'accès des véhicules de livraison sont regroupées sur les emprises des cheminements futurs exclusivement.



## Article 15 - Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

## Article 16 - Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié à la diligence des services de la Préfecture de la Réunion et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Réunion.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information au conseil municipal de la commune de Saint-Denis.

Un exemplaire du dossier de demande d'autorisation sera mis à la disposition du public pour information à la préfecture de La Réunion, ainsi qu'à la mairie de la commune de Saint-Denis.

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de La Réunion pendant une durée d'au moins 1 an.

## Article 17 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par les tiers dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage en mairie prévu au R. 214-19 du code de l'environnement. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent arrêté, le délai de recours continue jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle le présent arrêté lui a été notifié.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

## Article 18 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Réunion, le maire de la commune de Saint-Denis, le directeur de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la Réunion, le colonel, commandant la gendarmerie de La Réunion, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de La Réunion, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans la mairie de Saint-Denis.

Le préfet  
Pour le Préfet et par déléguation  
Le Secrétaire Général

Xavier BRUNETIERE

## Coeur vert familial – annexes

### Plan de Situation



**Figure 1 : Localisation du projet - 1**

Réalisation : Cyathea / octobre » 2011

Sources : SIDR / Mairie de Saint-Denis / Google Earth / BD Topo IGN 2010

$\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$   
 $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$   
 $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$   
 $\frac{1}{2} \log \frac{1}{2}$

**Cœur Vert Familial**

**Doit-on de demande d'ajournement au titre du Code de l'Environnement**



**Figure 2 : Localisation du projet - 2**

Réalisation : Cyathea / octobre 2011

## Programme des aménagements

Figure 2 : Présentation du projet

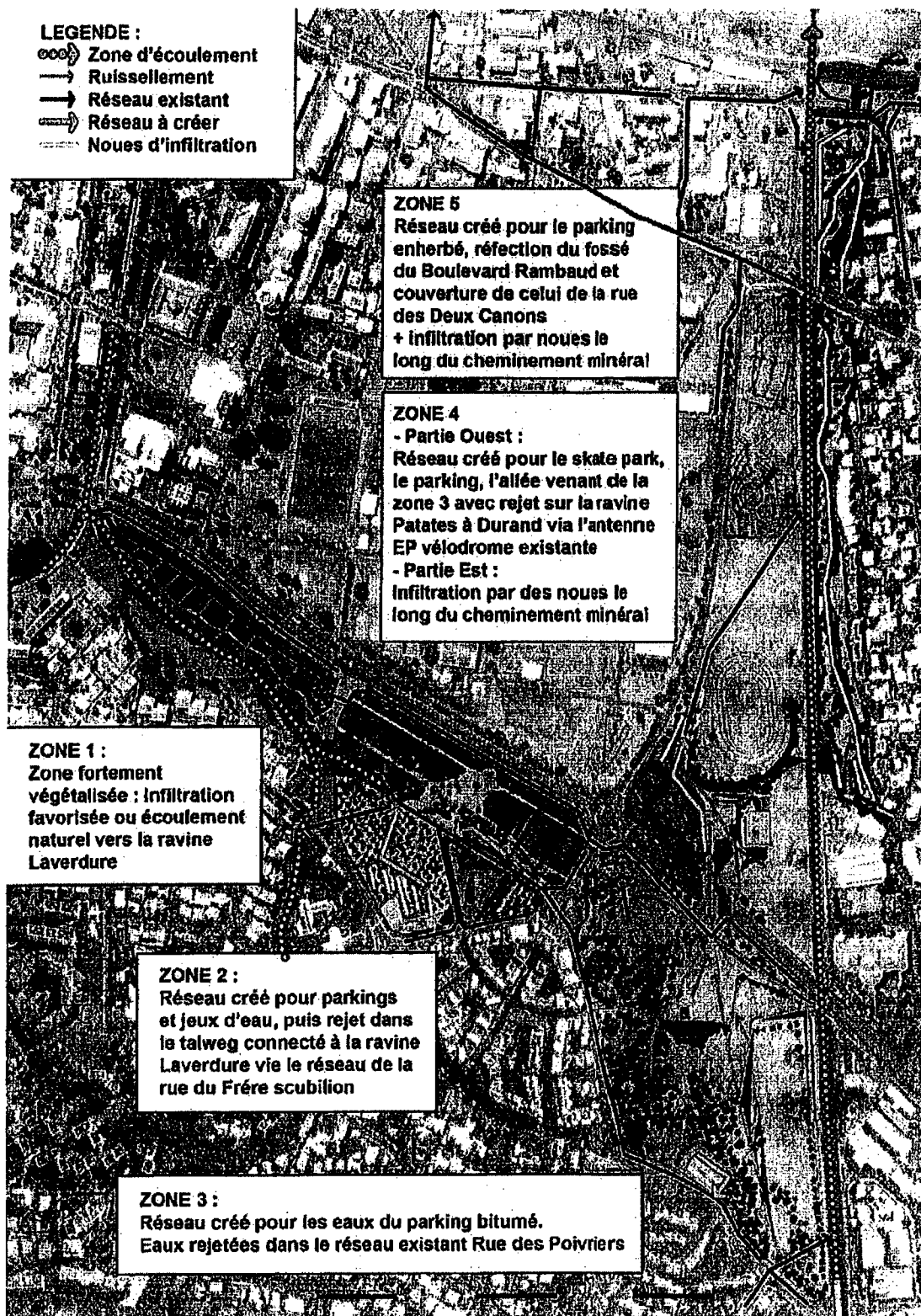


Réalisation : Cyathia / février 2012

Source : Signes, Paysages, AVP

## Schéma des eaux pluviales

**Figure 84 : Schéma de principe du réseau d'eau pluviale sur Cœur Vert Familial**



## Parkings

- un parking enherbé d'une capacité de 28 places au niveau de la zone 5 ;
- un parking enherbé d'une capacité de 31 places au niveau de la zone 4, en rive droite de la ravine ;
- un parking bitumé d'une capacité de 53 places au niveau de la zone 3 ;
- 29 places perpendiculaires à la rue des Poivriers (couverture du fossé béton EP existant)

**Figure 16 : Les zones de stationnement suite au projet**

Source : Signes\_Paysages, AVP

